



GREENPEACE

REACH : quand écologie rime avec social

Combien de temps encore l'environnement et la santé publique, celle des travailleurs au premier chef, seront-ils les otages de l'absence d'une véritable politique de prévention contre le risque chimique dans un pays où « l'ignorance toxique », au lieu d'être combattue, fonde l'action publique ?

Le risque chimique est le produit du danger et de l'exposition. Or, si l'expertise publique n'a qu'une faible connaissance du danger intrinsèque des 100 000 substances chimiques commercialisées dans l'Union européenne, elle est encore plus démunie face à la complexité des facteurs d'exposition. A l'exposition professionnelle est venue s'ajouter au fil des ans une exposition environnementale croissante : écosystèmes, chaîne alimentaire, air intérieur, utérus et sein maternels sont autant de vecteurs de contamination. Privée d'outils pertinents de toxico-vigilance et inadaptée à la multiplicité des sources d'exposition, l'évaluation des risques chimiques est une méthodologie objectivement limitée. Il est illusoire et irresponsable d'en faire le seul pilier de l'action réglementaire.

Le débat autour de la réforme chimique communautaire REACH reflète les enjeux qui opposent le lobby industriel aux salariés et à l'intérêt général. A l'origine de REACH se trouve le double constat : d'une part le déficit d'encadrement réglementaire de la chimie et la nécessité d'introduire une approche de précaution pour éviter de nouvelles crises sanitaires et écologiques, d'autre part la reconnaissance politique des liens entre l'explosion des maladies chroniques et l'exposition aux substances dangereuses ubiquistes. Le Livre Blanc avait fixé deux objectifs à la réforme ; combler le déficit d'information caractérisant 99% des substances chimiques sur le marché et supprimer de notre panoplie industrielle les molécules dites « extrêmement préoccupantes » - les CMR (cancérogènes, mutagènes, reprotoxiques), les substances persistantes et bioaccumulables et les perturbateurs hormonaux.

Le lobby chimique n'a pas tardé à contre-attaquer. Sur la base de chiffres fantasmagoriques quant aux coûts de REACH, il a exercé un incroyable chantage à l'emploi et à la délocalisation. Même si tous leurs résultats ont été démentis par les experts de la Commission européenne et de la Direction de la Prévision du Ministère de l'Economie et des Finances, la polémique a occulté les autres enjeux de REACH : santé, environnement, société, emploi mais aussi innovation, dynamisme économique, filière (notamment les coûts cachés pour les acteurs en aval de la chimie). La discrétion passive des pouvoirs publics, en lieu et place d'un travail d'explicitation de REACH et d'accompagnement des entreprises, a laissé le champ libre aux ennemis de la réforme, quelques géants industriels, sempiternels champions des maladies professionnelles et des désastres écologiques. Pire, en octobre 2003, le Chef de l'Etat lui-même s'en faisait l'écho et attaquait la Commission européenne – et ce, en totale contradiction avec son discours de Johannesburg sur la nécessaire responsabilisation des entreprises ou avec la priorité « Cancer » du quinquennat.

Depuis toujours, la stratégie patronale consiste à concentrer tout effort de réduction des risques sur la seule maîtrise de l'exposition individuelle ou environnementale afin d'éviter toute remise en cause des productions et de leur procédés. Concrètement, cela se traduit par des filtres aux cheminées et des protections individuelles pour les travailleurs, normes par essence éphémères. Des dizaines de milliers de salariés dans leur activité quotidienne sont en contact avec des produits dangereux. Les consommateurs aussi sont exposés à un cocktail de plus en plus complexe de substances synthétiques. Il n'est plus un écosystème sur notre planète vierge de composés pétrochimiques. Les molécules persistantes et bioaccumulables défient la maîtrise des risques et les perturbateurs hormonaux, toutes les règles classiques de toxicologie.

Pour nos deux organisations, Confédération Générale du Travail et Greenpeace, il est plus que temps de rompre avec cette logique ; le renforcement du projet REACH actuel est indispensable. REACH contient les fondements d'un deuxième âge technologique où la chimie industrielle continuera à produire des biens et services tout en respectant l'environnement, la santé publique, le bien-être et la dignité de ses travailleurs. Certaines entreprises ont montré la voie mais pour que toutes y parviennent, nous croyons que la procédure d'Autorisation, qui régit dans REACH les substances préoccupantes, doit permettre au régulateur de dépasser l'écran de fumée de l'incertitude scientifique entretenu par le patronat. C'est avant tout à la réduction des propriétés dangereuses intrinsèques de notre panoplie chimique qu'il faut travailler en affirmant, dans le texte, la prévalence du « principe de substitution » sur la « maîtrise valable des risques ». Une autorisation ne doit être accordée qu'en l'absence d'une alternative plus sûre et pour des raisons socialement valables. Elle doit être limitée dans le temps et inciter le demandeur à mettre en œuvre un plan de R&D pour progresser vers une dangerosité moindre. C'est dans ces conditions seulement que REACH deviendra un point d'appui pour travailler à des perspectives novatrices en matière d'industrie chimique, en termes d'emplois, de qualité d'emploi et de sécurité écologique et sanitaire.

Il y a des solutions écologiques à la pérennisation de notre industrie chimique ; celle-ci doit s'inscrire dans une perspective de développement durable. C'est à cette exigence que nous, CGT et Greenpeace, entendons travailler et agir. Au-delà des divergences, parfois de fond, qui ont pu et peuvent encore nous différencier, il y a aussi matière – et nous en faisons la démonstration – à nous rassembler, à oeuvrer ensemble, dans le respect de nos identités respectives, pour la réalisation d'objectifs communs. REACH n'est pas le moindre.

Jean Michel Petit
Secrétaire général de la
Fédération CGT des industries chimiques

Yannick Jadot
Directeur des Campagnes
Greenpeace France